

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie
5 place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le **21 MARS 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11 février 2022

Contexte et constats

Publié sur



ALPINE ALUMINIUM

74 avenue de la République
CRAN GEVRIER
74960 ANNECY

Références : 20220211-RAP-RapportInspectionGeorisquesAlpineAluminium.odt

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 février 2022 dans l'établissement ALPINE ALUMINIUM implanté 74 Avenue de la République CRAN GEVRIER 74960 ANNECY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société « Alpine Aluminium » (n° SIRET 812 576 957 00011) exploitait à Annecy – Cran-Gevrier une usine de transformation d'aluminium. Ce site a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mars 2010 pris au titre des installations classées pour la protection de l'environnement et mis à jour par arrêté préfectoral du 19 octobre 2018.

Par jugement du 3 décembre 2019, le tribunal de commerce d'Annecy a prononcé la liquidation judiciaire de la société. Dans un autre jugement du 3 décembre 2019, le tribunal de commerce d'Annecy a arrêté un plan de cession des actifs de la société Alpine Aluminium au profit des sociétés SAMFI INVEST et INDUSTRY avec faculté de substitution générale au profit des SAS ALPINE INDUSTRY, ALPINE ALUMINIUM et ALPINE STEEL (à ce moment dénommées HOLDCO 101, HOLDCO 11 et HOLDCO 12). Ces trois sociétés ont depuis le 3 décembre 2019 leur siège social établi au 74 avenue de la République, 74960 ANNECY. Dans son offre déposée le 14 novembre 2019, le candidat avait précisé que la société ALPINE ALUMINIUM SAS (SIREN n° 852 006 089) acquerrait l'ensemble des stocks et actifs d'exploitation de la société Alpine Aluminium.

Les sociétés repreneuses sont à considérer comme ayant-droit de l'ancien exploitant. En effet, il ne s'agit pas d'une reprise partielle d'actifs, le tribunal ayant validé une offre de reprise visant l'ensemble des actifs corporels et incorporels. Aucune procédure de mise à l'arrêt définitif n'ayant été mise en œuvre par l'ancien exploitant ni par le liquidateur le repreneur se trouve dans une position d'exploitant de fait. Dans ces conditions il lui incombait d'engager une procédure de demande d'autorisation de changement d'exploitant, les installations du site étant soumises aux dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement (installation figurant dans la liste

annexée à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 pris au titre de l'article R.516-1 du code de l'environnement).

Lors d'une visite d'inspection réalisée le 16 septembre 2020 monsieur Frank Supplisson, représentant les sociétés précitées, avait manifesté son intention de ne pas poursuivre l'exploitation en tant que telle.

Dans ces conditions, monsieur le préfet de la Haute Savoie a pris le 2 mars 2021 l'arrêté n° 2021-0027 mettant en demeure les 5 sociétés précitées de manière solidaire de présenter sous un délai de 2 mois une demande d'autorisation de changement d'exploitant et d'engager sous le même délai la procédure de mise à l'arrêt des installations. Cet arrêté préfectoral n'a pas fait l'objet de recours devant le tribunal administratif.

L'inspection des installations classées a été prévenue par le syndicat du lac d'Annecy d'une pollution de la rivière Thiou au droit de l'usine.

C'est dans ce contexte qu'a été organisée une visite d'inspection le 11 février 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALPINE ALUMINIUM
- 74 avenue de la République Cran Gevrier 74960 ANNECY
- Code AIOT dans GUN : 0006104583
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative en regard de l'arrêté de mise en demeure du 2 mars 2021,
- conséquence des accidents (2 incendies et pollution du Thiou) non déclarés par l'exploitant,
- stockage de déchets sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Changement d'exploitant, déclaration de mise à l'arrêt	AP de mise en demeure du 02/03/2021, article 1 et 2	/	Astreinte
Déclaration d'incidents	Code de l'environnement du 02/03/2022, article R.512-69	/	Prescription complémentaire
Stockage de déchets	Arrêté Préfectoral du 19/10/2018, article 4.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les sociétés repreneuses de l'activité de l'ancienne société Alpine Aluminium n'ont toujours pas présenté de demande d'autorisation de changement d'exploitant pour le site, ni engagé de démarche de mise à l'arrêt des installations. Elles n'ont ainsi pas satisfait aux exigences de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 mars 2021. Une astreinte a donc été proposée jusqu'à la réalisation de ces démarches.

Plusieurs accidents ayant des conséquences environnementales sont intervenus sur le site sans que les sociétés repreneuses n'en aient informé l'inspection des installations classées. Ces accidents ont conduit à une situation augmentant le risque de pollution des sols et des eaux souterraines et superficielles, concrétisée d'ailleurs par une pollution de la rivière Thiou constatée lors de l'inspection. Cette situation nécessite la mise en oeuvre de remèdes et la réalisation par un bureau d'étude compétent d'un diagnostic. Il est proposé de prescrire ces mesures par la signature d'un arrêté préfectoral pris au titre de l'article L.512-20 du Code de l'environnement.

L'inspection a également permis de constater la présence sur le site de déchets dangereux en quantité importante. Cette présence constitue un risque grave de pollution des sols et des eaux. Il

est proposé de mettre en demeure les sociétés repreneuses de faire éliminer ces déchets par des sociétés habilités, et ce sous un délai de 2 mois.

L'ensemble de ces non-conformités a été porté à la connaissance de madame la procureure du tribunal d'Annecy.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Changement d'exploitant, déclaration de mise à l'arrêt

Référence réglementaire : AP de mise en demeure du 02/03/2021, article 1 et 2
Thème(s) : Situation administrative, changement d'exploitant, mise à l'arrêt
Prescription contrôlée : L'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure prescrit solidairement aux sociétés SAMFI-INVEST, INDUSTRY, ALPINE ALUMINIUM, ALPINE INDUSTRY et ALPINE STEEL de présenter sous un délais de 2 mois une demande d'autorisation d'exploiter pour l'usine de transformation de l'aluminium qu'elles exploitent de fait au 74 avenue de la République à Annecy. L'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure prescrit à ces mêmes sociétés d'engager sous un délais de 2 mois la procédure de mise à l'arrêt définitif des activités prévue par l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement, pour cette même usine.
Constats : L'arrêté préfectoral n° 2021-0027 du 2 mars 2021 mettant en demeure les 5 sociétés précitées de manière solidaire de présenter sous un délai de 2 mois une demande d'autorisation de changement d'exploitant et d'engager sous le même délai la procédure de mise à l'arrêt des installations, n'a pas fait l'objet de recours devant le tribunal administratif. Aucune demande d'autorisation de changement d'exploitant n'a été présentée par les sociétés repreneuses. Lors de l'inspection du 11 février 2022, il a été constaté que les installations de fusion et de laminage de l'aluminium avaient été en grande partie démantelées. Les opérations de démontage et d'évacuation des matériels sont réalisées par la société SB Bâtiment (73610 Saint Alban de Montbel) qui opérait le jour de la visite. Dans le cadre de la mise en oeuvre de suites administratives, il est proposé d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière jusqu'à ce qu'une ou plusieurs des sociétés visées par l'arrêté préfectoral du 2 mars 2021 ait satisfait aux obligations résultant de cet arrêté, à savoir ait déposé une demande d'autorisation de changement d'exploitant et engagé une démarche administrative de mise à l'arrêt des installations. Il est proposé un montant journalier de 100 euros. Dans la continuité de la mise en demeure il est proposé que le paiement de l'astreinte soit exigé et réparti entre les 5 sociétés ; le montant de l'astreinte journalière proposé est donc de 20 euros pour chaque société.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Déclaration d'accidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-69

Thème(s) : Risques accidentels, déclaration d'incidents

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Constats :

Au moins deux incendies et une pollution des eaux sont intervenus sur le site :

- incendie du 7 décembre 2021 relaté par le journal Dauphiné Libéré. Cet incendie n'a pas été signalé à l'inspection des installations classées, qui l'a appris en lisant la presse. Au vu de l'article de presse, l'inspection des installations classées s'était rendue sur place le 7 décembre 2021 et avait pu constater que la société Ortec avait été mandatée pour pomper des eaux polluées remplissant un des sous-sols du bâtiment.
- incendie du 19 janvier 2022 relaté par le journal Dauphiné Libéré. Cet incendie n'a pas été signalé à l'inspection des installations classées, qui l'a appris rétroactivement en lisant la presse.
- pollution de la rivière Thiou par des hydrocarbures. Cette pollution n'a pas été signalée à l'inspection des installations classées qui l'a apprise par le syndicat du lac d'Annecy le 8 février 2022.

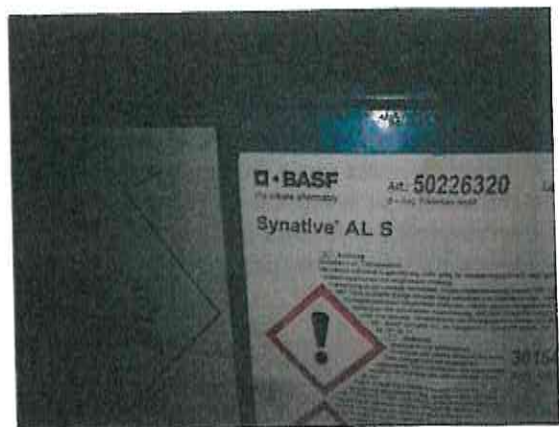
L'absence d'information de l'inspection des installations classées constitue une infraction aux dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement passible d'une contravention de 5^e classe.

La visite d'inspection du 11 février 2022 a permis de constater un certain nombre de séquelles en rapport avec ces différents accidents:

- la toiture du bâtiment de laminage présente une large ouverture provoquée par un des incendies. Cette ouverture laisse entrer dans le bâtiment des eaux de pluie susceptibles d'entraîner des hydrocarbures présents sur les sols gras des ateliers vers les sous-sol du bâtiment, les sols et la rivière Thiou. Par ailleurs différentes fosses liées aux anciennes installations ont été sommairement remblayées de matériaux sans avoir été au préalable nettoyées de la présence d'hydrocarbures ni étanchéifiées. Ces fosses constituent des points d'entrée potentielles d'eaux polluées vers les sous sols du bâtiment.



- Le premier sous sol qui a fait l'objet du pompage d'eaux polluées en décembre 2021 est recouvert d'une couche de produit gras susceptible de migrer dans le sol ou vers la rivière en cas de nouvel apport d'eau. Sont également présents des fûts (une demi-douzaine) de « BASF Synative AL S », produit composé notamment de dodécane-1-ol et de tétradécanol ; ces fûts portent la mention de danger « très toxique pour les organismes aquatiques ». Certains sont couchés.



- Le second sous sol ayant fait l'objet d'un pompage le 9 février 2022 reste recouvert d'une couche d'hydrocarbures. Il comporte un puisard recouvert d'hydrocarbures. Un faible débit d'eau d'origine inconnue continue d'y couler.



- Une irisation de l'eau de la rivière le Thiou liée à un rejet d'hydrocarbures est visible au droit du bâtiment de laminage.



Ces différents constats dénotent une absence totale de gestion du risque de pollution par les sociétés ayant repris le site. Par ailleurs, il a pu être constaté des insuffisances notoires dans les conditions d'accès au site :

- l'ancien poste de garde de l'usine n'est plus occupé
- certaines parties du site font l'objet de travaux par différentes entreprises sans que l'accès aux zones présentant des risques de pollution accidentelle ne leur soit interdit.

Selon les dispositions de l'article L.512-20 du Code de l'environnement, en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, en cas d'urgence, sans consultation de la commission départementale consultative compétente; compte tenu du calendrier de réunion de cette commission (la prochaine session du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques est programmée le 3 juin 2022). Il est proposé de prescrire aux sociétés repreneuses :

- la réparation du toit de l'atelier de laminage ayant été détruite par un incendie afin de stopper l'introduction d'eaux de pluie dans l'atelier,
- le nettoyage par une entreprise spécialisée de l'ensemble des sols recouverts de traces d'hydrocarbures. Cette disposition concerne les sols de l'ancien atelier de laminage et les différents sous-sols du bâtiment. Les liquides devront être recueillis et confiés à des entreprises spécialisées dans la collecte et le traitement des déchets dangereux,
- l'enlèvement des matériaux déposés dans les fosses de l'atelier de laminage et le nettoyage des hydrocarbures présents dans ces fosses.
- la réalisation par un bureau d'études spécialisé d'une étude de sols destinée à caractériser l'origine de la pollution de la rivière le Thiou par les hydrocarbures et à proposer des solutions destinées à stopper le rejet de polluants.
- la mise en place d'un gardiennage et d'une surveillance du site.

Compte tenu de la situation très dégradée du site risquant de conduire à des atteintes supplémentaires à l'environnement, il est demandé à l'exploitant d'engager ces différentes actions dans les plus brefs délais, sans attendre la notification de l'arrêté préfectoral devant être pris au titre de l'article L.512-20 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : prescription complémentaire

Nom du point de contrôle : Stockage de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2018, article 4.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

L'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2018 réglementant le site prescrit que la quantité de déchets stockés sur le site ne devra pas dépasser la quantité trimestrielle produite. Par ailleurs ce même article prescrit que toutes précautions doivent être prises pour que les dépôts ne soient pas à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, ou d'une pollution des

sols.

Constats :

Lors de l'inspection du 11 février 2022, nous avons constaté la présence de plusieurs zones de stockage de produits inutilisés ou de déchets :

- Dans la zone de sous-sol ayant fait l'objet du pompage du 11 février 2022 se trouve une citerne d'environ 10 m³, pleine et contenant vraisemblablement un produit pétrolier
- Dans la zone de sous-sol ayant fait l'objet du pompage de décembre 2021 se trouve une demi-douzaine de fûts de 200 litres, dont certains renversés, contenant du produit « BASF Synative AL S » composé notamment du dodécane-1-ol et du tétradécanol ; ces fûts portent la mention de danger « très toxique pour les organismes aquatiques ».
- A l'intérieur du local de la station d'épuration des eaux de traitement de surface, les cuves de traitement sont pleines. Cette station, qui est à l'arrêt, traitait les effluents de passivation chromique des rouleaux d'aluminium destinés à être laqués et utilisait un bain contenant du trioxyde de chrome. Les bennes qui contenaient les boues de la station d'épuration sont pleines d'eau de pluie.
- Sous un auvent situé devant la station d'épuration sont stockés une demi-douzaine de conteneurs de 1000 litres encore plombés contenant de la Bonderite M-CR 401 F. Il s'agit du produit qui était utilisé pour la passivation des rouleaux d'aluminium et qui contient du trioxyde de chrome. L'étiquette de ce produit comporte, notamment, la mention de danger « peut provoquer le cancer ». Etaient également présente une trentaine de conteneurs de même volumes ré-utilisés pour le stockage de produits inconnus, à priori en lien avec la station d'épuration.
- Sous un autre auvent situé plus au nord est stocké une centaine de fûts de 200 litres qui sembleraient contenir des terres de filtration d'huiles de laminage.
- Enfin à l'intérieur d'un local réservé au stockage des laques et solvants se trouve stocké un nombre très important de fûts de 200 litres pleins. L'accès à l'intérieur de ce local est possible, une des portes n'étant pas verrouillée.
- L'accès au site est possible par l'entrée réservée aux camions. Lors de notre venue l'accès était libre à toute personne et aucun personnel de surveillance n'était présent. En particulier les différents stockages de déchets, présents dans des conditions précaires, sont accessibles à des personnes entrant sur le site.
- D'une manière générale, l'étiquetage des emballages de produits met en évidence qu'il s'agit de produits susceptibles d'être dangereux pour les personnes et l'environnement.

La production ayant cessé sur le site depuis plus de 2 ans, le stock de déchets devrait avoir été éliminé. La quantité dépasse donc largement la quantité trimestrielle produite.

Cette situation contrevient à l'article R.514-4 du Code de l'environnement.

En matière de suites administratives, il est proposé à monsieur le préfet la signature d'un arrêté préfectoral mettant en demeure les sociétés repreneuses d'évacuer et faire éliminer par une société habilitée l'ensemble des déchets dangereux présents sur le site, sous un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

